

**IDEOLOGIE POLITIQUE ET POLITIQUES FISCALES A LA
LUMIERE DU DISCOURS DES PARTIS POLITIQUES MAROCAINS**

**POLITICAL AND FISCAL IDEOLOGY IN LIGHT OF THE
DISCOURSE OF MOROCCAN POLITICAL PARTIES**

MACHMOUME Siham

Docteure en Gestion
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Fès – Maroc
siham.machmoume@usmba.ac.ma

NMILI Mohammed

Professeur chercheur
Université Sidi Mohamed Ben Abdellah
Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Fès – Maroc
mohamed.nmili@usmba.ac.ma

Résumé

Avec les élections législatives de 2021 au Maroc, il nous a paru intéressant à travers cet article, d'étudier le lien d'influence susceptible d'exister entre les idéologies politiques et les propositions fiscales énoncées dans les programmes des partis politiques marocains.

Pour ce faire, nous avons d'abord mobilisé une revue de littérature dans le but de mettre en exergue les différentes idéologies inhérentes à l'impôt comme l'approche libérale, sociale et

solidaire. Ensuite, nous avons procédé à l'étude du positionnement idéologique des cinq partis politiques les plus importants au Maroc en l'occurrence, le parti d'Al Istiqlal, l'Union socialiste des forces populaires, le parti de la justice et du développement, le parti de l'authenticité et de la modernité et le parti des indépendants. Enfin, nous avons examiné pour chacun de ces partis, les propositions fiscales exposées dans le programme de ces partis durant la campagne des législatives de 2021.

A cet effet, cet article nous permettra non seulement de mieux appréhender la nature de la relation complexe entre les idéologies politiques et les choix de politiques fiscales, mais aussi et surtout de vérifier si l'impôt demeure « prisonnier » ou au contraire reste « indépendant » de ces lignes idéologiques.

Mots clés : Politiques fiscales, Idéologie, Partis politiques, Impôt, Maroc.

Abstract

With the legislative elections of 2021 in Morocco, it seemed interesting to us through this article, to study the link of influence likely to exist between the political ideologies and the tax proposals set out in the programs of the Moroccan political parties.

To do this, we first mobilized a literature review with the aim of highlighting the different ideologies inherent in taxation such as the liberal, social and solidarity approach. We then proceeded to study the ideological positioning of the five most important political parties in Morocco in this case, the party of Al Istiqlal, the Socialist Union of Popular Forces, the Justice and Development Party, the party of authenticity and modernity and the party of independents. Finally, for each of these parties, we reviewed the tax proposals outlined in their platforms during the 2021 legislative campaign.

To this end, this article will not only allow us to better understand the nature of the complex relationship between political ideologies and the choice of fiscal policies, but also and above all to verify whether the tax remains «prisoner» or on the contrary remains «independent» of these ideological lines.

Keywords: Fiscal policies, Ideology, Political parties, Taxation, Morocco.

Introduction

Sociologiquement, l'impôt relie l'Etat au citoyen car il est la traduction de ce contrat social fondé sur le principe de consentement et c'est pourquoi, l'impôt est inscrit dans de nombreuses constitutions et notamment la constitution marocaine¹. Rappelons que l'impôt peut être défini comme « un prélèvement obligatoire non affecté, opéré par l'Etat ou les collectivités locales à titre définitif, sans contrepartie directe dans l'objectif d'assurer la couverture des dépenses publiques et de réaliser d'autres objectifs économiques et sociaux » (Nmili 2009).

Seulement, même si l'impôt est censé remplir plusieurs fonctions, à savoir une fonction économique (régulateur de l'économie), une fonction sociale (outil de l'équité sociale), une fonction politique (importance du consentement) et de nos jours une fonction environnementale (impôt sur les polluants), il faut bien se rendre à l'évidence et comme le précisent Noé et Fouquet (2018) que « l'impôt entretient des rapports étroits avec les idéologies, fussent-elles de gauche ou de droite, chacune d'entre elles projetant à travers son projet fiscal le reflet de sa propre conception de la vie des hommes en société ». En d'autres termes, l'impôt ne serait qu'un outil entre les mains des partis politiques qui cherchent à travers ce dernier, à favoriser une vision de société au détriment d'une autre.

D'ailleurs, l'histoire de la fiscalité, montre que le rapport entre les sociétés et la fiscalité reste influencé par les clivages idéologiques. Ainsi, depuis le début du 19^{ème} siècle, le socialisme et au nom de certaines valeurs sociales et humaines comme la justice, l'équité, la protection des plus faibles, prône une intervention de l'Etat dans l'économie et notamment par l'intermédiaire de l'impôt afin de réduire les inégalités et les décalages sociaux. En revanche, les penseurs libéraux et ultra-libéraux, considèrent que l'Etat n'est que le garant du droit et des libertés et que seul le marché doit réguler l'activité économique. En conséquence, pour les défenseurs de l'idéologie libérale, l'impôt ne doit remplir qu'un seul objectif, celui d'assurer les dépenses publiques régaliennes et tout autre prélèvement, constituerait une violation de la liberté du marché et des individus.

Ce déchirement et tiraillement idéologique à propos de l'impôt, va conduire selon Noé et Fouquet (2018) à « la prégnance dans les sociétés occidentales des crises et révoltes fiscales ainsi que leur influence grandissante dans les évolutions sociétales et les choix électoraux ». Ainsi, dans son livre le « Manifeste communiste » (1848), Marx propose de confisquer tous les

¹Article 39 « Tous supportent, en proportion de leurs facultés contributives, les charges publiques que seule la loi peut, dans les formes prévues par la présente Constitution, créer et répartir ».

revenus au-delà de 9.000 livres par an, afin « d'arracher petit à petit le capital à la bourgeoisie ». L'auteur va encore plus loin, lorsqu'il propose « une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production ». Nous observons que l'idéologie marxiste, considérait que les « riches » ont spolié la plus-value et que l'impôt permettra de récupérer cette richesse.

Quant au courant libéral, s'il préconise la baisse de l'impôt des plus hauts revenus et sur les grandes entreprises, c'est pour favoriser le fameux « Trickle down effect » (effet de ruissèlement). Or comme l'écrit Rogers (2015) « avec la théorie libérale, l'argent ruisselle toujours vers le haut ». Autrement dit, pour l'auteur, ces baisses d'impôt ne font que creuser les décalages sociaux.

Reste l'approche de l'islam de l'impôt. En réalité, les préceptes de l'islam exhortent qu'une large part des recettes fiscales soient consacrées à la redistribution et non au financement de l'Etat. En effet, « la Zakât », sert prioritairement aux prestations sociales, comme le précise d'ailleurs un hadith « Il m'a été ordonné de prendre les dons (sadaqât) de leurs riches, pour les distribuer à leurs pauvres »². A ce titre, nous rappelons que dans les royaumes d'islam d'antan, les impôts, ne servaient pas généralement à entretenir des institutions étatiques, mais plutôt à redistribuer les richesses, à financer des infrastructures collectives (canaux d'irrigation, puits, fonctionnaires, etc.) et enfin à fabriquer et à entretenir le matériel militaire. En somme, dans l'islam « l'impôt » sert avant tout à la redistribution.

L'objectif du présent article est d'étudier le clivage susceptible d'exister entre les idéologies politiques et l'impôt. En effet, les élections législatives au Maroc de 2021, ont permis de lever le voile sur les différents programmes des partis politiques engagés dans la bataille législative et notamment en matière fiscale. De ce fait, nous énonçons la problématique suivante: **les politiques fiscales sont-elles influencées par le corpus idéologique des différents partis politiques?** En d'autres termes, peut-on affirmer que l'impôt, peut être tantôt de droite tantôt de gauche, ou au contraire, l'impôt peut-il être considéré comme un instrument indépendant des choix idéologiques ?

Pour pouvoir répondre à cette problématique de recherche, nous avons édifié cet article autour de trois axes. Dans le premier axe, nous étudierons l'impôt à travers trois approches théoriques, à savoir l'approche libérale, l'approche sociale et enfin, l'approche solidaire. Dans

² Ibn Al -'Arabî . Ahkâm al-Qur'ân. Vol.2, p 423.

le second axe, nous examinerons d'une part, le positionnement idéologique des cinq partis politiques marocains retenus à savoir le PJD, le PAM, le RNI, l'USFP et le PI et d'autre part, nous procéderons à l'exploration des orientations fiscales de ces cinq partis en examinant pour chacun d'entre eux, le programme fiscal annoncé lors des élections législatives de 2021. Enfin, dans le troisième et dernier axe, nous vérifierons grâce à notre étude empirique, l'adéquation entre les orientations fiscales desdits partis et leur ligne idéologique. A cet effet, nous adopterons une approche qualitative, qui consistera à extrapoler des données à partir de documents et d'informations diffusés par ces partis et en utilisant notamment la conception émergente avancée par Glazer (2005) qui « permet à la théorie d'émerger à partir de l'analyse des documents, plutôt que d'utiliser des catégories spécifiques préalablement utilisées ».

1. Revue de littérature : Les approches politiques de l'impôt

Nemo (2017) pense que « presque toutes les politiques fiscales sont étroitement liées aux conceptions idéologiques des partis politiques et donc au rôle de l'Etat dans la gestion économique et sociale d'un pays ». Si nous nous référons à ce constat, on peut classer les idéologies fiscales selon trois courants dominants, à savoir le courant libéral, le courant social ou socialiste et en fin l'approche solidaire de l'impôt.

1.1. L'Approche libérale de l'impôt

Le courant libéral moderne, a pris son essor dans les années 60 en défendant ardemment la souveraineté du marché et la non intervention de l'Etat dans l'économie. De ce fait, il a initialement cherché à s'opposer à l'impôt, considéré comme une atteinte au principe de la liberté individuelle. En réalité, si la pensée libérale est riche de sa diversité, on peut néanmoins noter, que d'une manière globale, les libéraux considèrent l'Etat comme le garant du droit qui permet le bon fonctionnement des institutions économiques et que le libre jeu du marché, doit conduire à un enrichissement de tous les citoyens, notamment grâce au fameux effet du «*« ruissèlement » (trickle down)*». En effet pour les libéraux, le marché serait le meilleur moyen d'allouer les ressources de façon efficace et de créer les incitations à l'entrepreneuriat, ce qui normalement devrait conduire à « tirer vers le haut » les classes défavorisées.

Au niveau de l'impôt, si certains penseurs du courant libéral, comme Friedman (1970) acceptent que ce prélèvement puisse contribuer à maintenir une certaine liberté sociale et une paix civile, autorisant l'Etat à corriger certaines défaillances du marché et donc à fournir certains biens publics, pour les ultras libéraux en revanche, l'impôt est perçu comme une

violation des libertés individuelles et toute redistribution est considérée comme intrinsèquement injuste. A ce titre Nozick (2013) note que « l'impôt correspond à du travail forcé, puisque si la redistribution permet d'améliorer la qualité de vie des personnes plus défavorisées, elle contredit le droit à la propriété de soi, tout simplement parce qu'elle donne à d'autres des droits sur des choses qu'ils ne possèdent pas légitimement ». D'ailleurs, certains ultras libéraux comme Hayek (2013) n'hésitent pas à assimiler l'impôt à un « vol », car si l'Etat est accepté dans ses fonctions régaliennes, il est complètement refusé dans sa fonction de redistribution et en conséquence, toutes les redistributions, ne peuvent être que volontaire. A ce titre Hayek (2013) écrit « une situation de transfert ne peut être morale que si ces transferts sont volontaires. La seule redistribution possible est donc la charité ». Nous observons que les ultras libéraux se soucient peu des décalages sociaux engendrés par une situation économique complètement soumise à la loi du marché et à la prédominance de l'offre et de la demande. Pour eux, les impôts doivent exclusivement servir à donner les moyens à l'Etat d'assurer ses fonctions régaliennes, ou à fournir certains biens publics, mais certainement pas à réduire les inégalités. D'ailleurs lorsque Hayek (2013) écrit « que certaines personnes pensent que cela est injuste est possible, mais ils ne peuvent contraindre quelqu'un à participer à un tel système de redistribution s'il le refuse ».

1.2. L'Approche socialiste ou sociale de l'impôt

Si le marxisme considère l'impôt comme un instrument d'oppression aux mains des classes dominantes et avance l'idée d'un renversement de la propriété capitaliste et la mise en place de la « dictature prolétaire », le courant socialiste, qui s'est surtout développé au cours du 19^{ème} siècle, propose de taxer fortement les riches afin de pouvoir redistribuer aux plus démunis. En effet, pour les socialistes, une liberté économique effrénée « sans cadre éthique, sans contrainte politique, peut mener à un monde intolérable, dans lequel la liberté du plus petit nombre, des puissants et des riches, s'apparente à celle du renard dans le poulailler » Dostaler (2009) et c'est la raison pour laquelle Jaurès(1901) pense que toutes les réformes fiscales doivent être subordonnées aux réformes sociales, « la question fiscale n'a d'intérêt que si elle est pensée en lien avec la question sociale, car séparée du problème social, ces réformes, ne sont plus qu'une puérilité ou une distraction de bureaucrate. Je plaide pour des réformes de l'impôt tournées vers la pleine justice sociale, car dans le cas contraire, ces dernières ne seraient qu'une chinoiserie ou un trompe-l'œil ». A cet égard et dans la mesure où les socialistes considèrent que l'impôt doit avoir avant tout une influence sur le bien-être des classes ouvrières,

tous les types de prélèvements ne se valent pas. Par conséquent et dans cette recherche de cet impôt capable d'assurer une meilleure justice sociale, le gouvernement socialiste français, va déposer en 1907 un projet de loi³, tendant à créer un impôt sur les revenus en France et incluant un barème progressif.

En effet pour les socialistes, abandonner au seul marché le droit de réguler la vie économique et sociale, c'est prendre le risque de voir se développer une société à deux vitesses : d'un côté les riches qui deviennent encore plus riches et des pauvres qui ne cessent de s'appauvrir, en raison d'une mauvaise redistribution de la richesse. Ainsi, Piketty (2015) observe que « le débat fiscal n'a d'intérêt que s'il s'inscrit dans une vision plus large de la société, l'impôt est un enjeu démocratique et politique ». On observe que pour les socialistes, l'impôt est véritablement un instrument au service d'une idéologie sociale, qui prêche l'égalité, le financement de programmes sociaux et une redistribution des plus riches vers les plus démunis.

1.3. L'Approche solidaire de l'impôt

Il ne s'agit pas réellement d'un courant de pensée, mais plutôt d'une approche qui considère que la solidarité peut et doit être assurée par la redistribution et que dans cette optique, l'impôt doit remplir un rôle déterminant.

D'abord, rappelons qu'au 19^{ème} siècle, l'Etat était cantonné dans ses fonctions régaliennes et que la fiscalité n'avait qu'une seule et unique mission et que Jèze (1936) résume comme suit « Il y a des charges publiques, il faut les couvrir ». Cependant, dès la seconde moitié du 19^{ème} siècle, le rapport entre solidarité et fiscalité va doucement se consolider, notamment lorsque les finances publiques vont intégrer la notion des « finances sociales » (dépenses à caractère social) et se transformer en fin de compte en un outil de la solidarité nationale. Dès lors, une question importante se pose: l'impôt peut-il se transformer en un outil de solidarité?

En effet, dans la mesure où l'impôt reste la principale recette de l'Etat et qu'il permet de financer les politiques sociales, de redistribution et de solidarité, il apparaît comme un outil de solidarité. Néanmoins, cette réponse demeure insuffisante, car il faut vérifier non pas le but assigné à l'impôt (outil de finances sociales), mais d'examiner si ce dernier par son objet et sa

³ Loi Caillaux de 1907 déposée le 7 février 1907.

technique, peut assurer une solidarité active. En d'autres termes, il s'agit de préciser comment la fiscalité contribue à financer la solidarité.

En réalité ce financement est réalisé grâce à un transfert de recettes, cependant et pour être qualifié d'une solidarité active, ce transfert doit redistribuer des richesses ou des revenus. Ainsi, certains impôts sont dénommées « impôt de solidarité », comme par exemple la contribution sociale de solidarité (CSS) mise en place au Maroc par la loi de finances 2013 puis par la loi de finances de 2021 et cette dernière contribution est conçue comme un outil permettant d'instaurer une participation au financement du projet d'élargissement de l'assurance maladie. Il s'agit bel et bien d'un impôt à caractère solidaire.

Or, en principe c'est à l'impôt sur le revenu (IR) qu'incombe la redistribution des revenus et donc la tâche de la solidarité active et ce notamment grâce au caractère progressif de cet impôt et qui signifie que le taux d'imposition augmente au fur et à mesure que la matière imposable augmente.

2. Les lignes idéologiques des partis politiques marocains

Au Maroc et officiellement il existe 31 partis politiques. Cependant dans cet article nous allons nous intéresser à cinq d'entre eux, c'est-à-dire à ceux qui constituent le noyau central de la vie politique au Maroc, à savoir le *PJD*, le *PAM*, le *RNI*, l'*USFP* et le *PI*. Rappelons d'abord que le Maroc est une monarchie constitutionnelle, pourvue d'un parlement bicaméral et dont la sphère politique est caractérisée par le multipartisme. Par ailleurs si ce pays reste profondément attaché à l'islam⁴, il demeure néanmoins très ouvert sur l'occident. De ce fait Saaf (1999) considère que « le Maroc présente une dualité existante dans la société, entre sécularité et religion, et qui trouve son écho au sein même de la classe politique ». En effet, si certains de ces partis sont traversés par un clivage gauche / droite, d'autres sont marqués par deux tendances antagonistes en l'occurrence la tendance religieuse et la tendance séculière. Néanmoins et avant d'étudier les différentes propositions fiscales telles qu'elles figurent dans les programmes des cinq partis politiques marocains cités ci-dessus et de vérifier une éventuelle adéquation de ces politiques fiscales avec les préceptes idéologiques prônés par ces partis, nous devons identifier les différents positionnements idéologiques de ces partis. A ce titre, nous avons repéré trois axes, à savoir l'axe libéral, l'axe social et un axe d'inspiration religieuse.

⁴ « L'Islam est la religion de l'État, qui garantit à tous le libre exercice des cultes » : Article 3 de la constitution de 2011

2.1. L'axe idéologique libéral

Le libéralisme économique préconise une intervention limitée de l'Etat dans l'économie et donc l'existence d'un Etat minimal et l'absence d'une politique sociale. Au Maroc, seul le RNI (parti des indépendants), semble défendre cette conception idéologique, puisque depuis plus de deux décennies, ce parti défend une forme de libéralisme excessif avec la signature de nombreux accords de libre-échange (ALE), la cession d'entreprises publiques, la privatisation partielle de l'éducation et de la santé. Certes, il est incontestable que ce choix libéral a permis de créer en un temps record, un tissu industriel d'envergure comme c'est le cas dans le secteur automobile, devenu le premier exportateur du pays devant les phosphates et que les résultats économiques, montrent que le Maroc a réussi à augmenter ses exportations, à créer de nouveaux emplois et à intégrer de nouvelles chaînes de production mondiales. Cependant, il est aussi incontestable que cette ouverture libérale, a provoqué aussi un recul de l'industrie traditionnelle et du marché intérieur, a favorisé les importations massives qui non seulement ont accentué le déséquilibre de la balance commerciale du Maroc, mais surtout ont engendré la destruction de nombreux emplois comme dans le textile et l'industrie métallurgique. A ce titre Akesbi (2018) souligne que « l'orientation «exogène» de l'économie marocaine n'a pas montré son efficience. Sa rapide ouverture a engendré des déficits structurels importants. Les accords de libre-échange sont tous déficitaires pour le Maroc, à l'exception de celui conclu avec la Jordanie ».

Or, devant ce que l'on peut considérer comme « un échec partiel du courant libéral économique au Maroc» (Michbal, 2020), il est important et surprenant de relever que le RNI dans son programme politique durant les législatives de 2021, accorde une place capitale au volet social et que sur les cinq chapitres de son programme politique, un seul seulement (*une administration à l'écoute*) n'est pas lié au social. Il s'agit clairement d'un changement de cap important de la ligne idéologique de ce parti. D'ailleurs, le slogan du RNI est « un gouvernement qui te protège, qui assure ta dignité et qui répond à tes priorités: santé, emploi, éducation» (Agence Map 2021). Il s'agit bien de favoriser une politique d'État social complètement incompatible avec les idéaux du libéralisme politique à telle enseigne que cette métamorphose idéologique est qualifiée par les adversaires du RNI de « délibéralisme économique », ce qui signifie une nouvelle conception évaluative de l'économie loin des théories libérales.

2.2. Axe d'inspiration religieuse

Dans les années 80, au sein de l'espace politique marocain caractérisé alors par l'existence de deux courants politiques dominants, à savoir la gauche et la droite, va venir s'ajouter un courant d'inspiration religieuse, qui va désormais revendiquer la religion comme idéologie politique. En effet, les partis d'inspiration religieuse, se référant à la religion dans leur vision politique et partent du principe que l'islam est porteur de valeurs universelles (solidarité, compassion, entraide, et fraternité) qu'on peut mettre en pratique aussi bien dans la gestion économique que social du pays. De ce fait et dès la fin des années 80, le parti de la justice et du développement (PJD) va enregistrer une audience non négligeable auprès des populations, surtout à partir du 25 novembre 2011, date à laquelle ce parti gagne les élections législatives.

La ligne idéologique du PJD (parti de justice et de développement) marocain consiste à décliner une lecture politique de l'Islam en insistant sur le fait que les « idiologies importées » (libéralisme, communisme, marxisme, ect), ne peuvent pas être greffées sur la société marocaine, car elles sont loin de la réalité locale et qu'en contrepartie, l'islam modéré s'enracine dans cette société. A ce titre Daoudi (2015) note « nous préférons partir de la réalité de notre société pour formuler des propositions compatibles avec notre milieu. En tant que musulmans nous possédons notre spécificité, notre civilisation ».

Le parti de la justice et du développement qui est aux commandes depuis 2011, a pour objectif de renforcer et de poursuivre les réformes initiées en misant sur l'exploitation de nouvelles sources de croissance pour renforcer la compétitivité de l'économie marocaine. Néanmoins, certaines mesures prises par ce parti ces dernières années, comme la libéralisation des hydrocarbures, la réduction des produits concernés par la compensation, la mise en place d'un enseignement contractuel, semblent comme l'écrit Jaidani (2021) « avoir engagé ce parti dans une sphère libérale loin de ses engagements sociaux et des principes prônés par l'islam ».

2.3. L'axe socialiste

Initialement et au début du 19^{ème} siècle, le socialisme s'opposait farouchement au capitalisme et donc au libéralisme économique et revendique la nécessité d'un État interventionniste, qui permettrait une distribution des richesses d'une manière plus égalitaire. Cependant et depuis les années 90, on assiste partout dans le monde, à l'émergence d'une nouvelle vague du socialisme appelée « le socialisme libéral ou la social-démocratie ». Il s'agit d'une ligne idéologique, qui tout en mettant l'accent sur l'accroissement des libertés individuelles et publiques (libertés syndicales, accès à l'éducation, programmes sociaux), sur une politique de solidarité visant à protéger les individus les plus fragiles de la société et sur

une large redistribution des richesses, prône néanmoins, une économie orienté vers le marché et l'importance des échanges. D'ailleurs Mongin et Pouthier (1988) observent que «le socialisme libéral est une idiologie convertie aux vertus du capitalisme, moyennant quelques encadrements et correctifs. Dès lors, la distinction entre gauche et droite ne serait plus de nature mais de degré ».

Au niveau du Maroc, on peut considérer que le parti de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) ainsi que le parti d'Authenticité et de Modernité (PAM), comme les deux parties politiques qui s'inscrivent dans la mouvance sociale libérale.

En effet, si dans les premières années de son existence et comme le relève El Harchiche (2020) l'USFP se proposait comme « une alternative au régime », on constate que ce parti, en accédant au pouvoir en 1997, a évolué vers plus de compromis, en adoptant un socialisme libéral et une politique économique qui privilégie certes les plans sociaux, mais qui demeure tournée vers un libéralisme économique prononcé.

Cependant et comme le relève El Ouardighi (2016), l'USFP cherche depuis quelques années à « apporter une réponse alternative pour contre balancer le programme ultralibéral du gouvernement actuel (PJD) ». A ce titre et à la lecture du programme de ce parti lors des législatives de 2021, on constate que ce dernier, semble accorder la priorité à l'investissement public dans les infrastructures de pointe (Internet, fibre optique, ect) et la mise en place d'une politique d'innovation en augmentant de manière significative le budget de l'Etat consacré à la recherche. Au niveau social le programme de l'USFP, prévoit de faire de l'inclusion sociale un levier de développement et un mécanisme de stabilité et de solidarité sociale, de généraliser la protection sociale en garantissant le droit à un service de santé publique de qualité, de vulgariser le logement décent qui offre les conditions d'une éducation saine, de lutter contre la précarité afin de soutenir le développement économique et promouvoir la paix sociale et enfin, adopter un système fiscal juste et équitable pour favoriser le développement économique.

Pour sa part, le parti d'Authenticité et de Modernité (PAM) crée en 2008, est un parti classé généralement dans la sphère politique sociale libérale, puisque son ancien secrétaire général El Omari (2016), déclare que « le PAM se positionne au centre gauche et adopte l'essence sociale de la pensée socialiste, laquelle pensée met l'accent sur le monopole de l'Etat sur les différentes prestations sociales, ainsi que l'esprit démocratique de la pensée libérale qui se base sur l'approche participative ». D'ailleurs et dans le respect de cette voie idéologique, Bensaïd (2021), indique que « le sauvetage de l'économie passe par le social, ».

Si nous étudions les propositions du PAM pour les législatives 2021, nous retenons de nombreuses mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat, la volonté de créer 175.000 postes par an, les propositions de réduire les coûts des hydrocarbures, d'améliorer sensiblement la situation du logement des familles démunies et de mettre en œuvre un «revenu minimum de dignité» (50% du SMIG) pour les personnes en âge de retraite.

2.4. L'axe nationaliste

Le Maroc, présente la particularité de ne pas compter sur sa scène politique de partis d'extrême-droite, ni d'extrême gauche. En effet, généralement l'idéologie des partis de l'extrême droite se caractérise par une opposition aux principes de la démocratie et considère comme légitime l'emploi de la violence (Nazisme, fascisme), sans oublier l'utilisation des voies autoritaires et la défense des idées souvent xénophobes voire racistes. Quant aux partis d'extrême gauche, ils prônent souvent la révolution, le renversement du système capitaliste, rejettent la démocratie et s'inspirent généralement de la doctrine marxiste voire de la conception anarchiste. Or si la politique marocaine n'est pas traversée par ces deux mouvances idéologiques, c'est parce que comme le note El Harchich (2020), «l'ensemble des partis politiques gravitent autour d'une monarchie constitutionnelle démocratique et sociale, garante de l'unité nationale et qui constitue de ce fait, une entrave aux dérives idéologiques ».

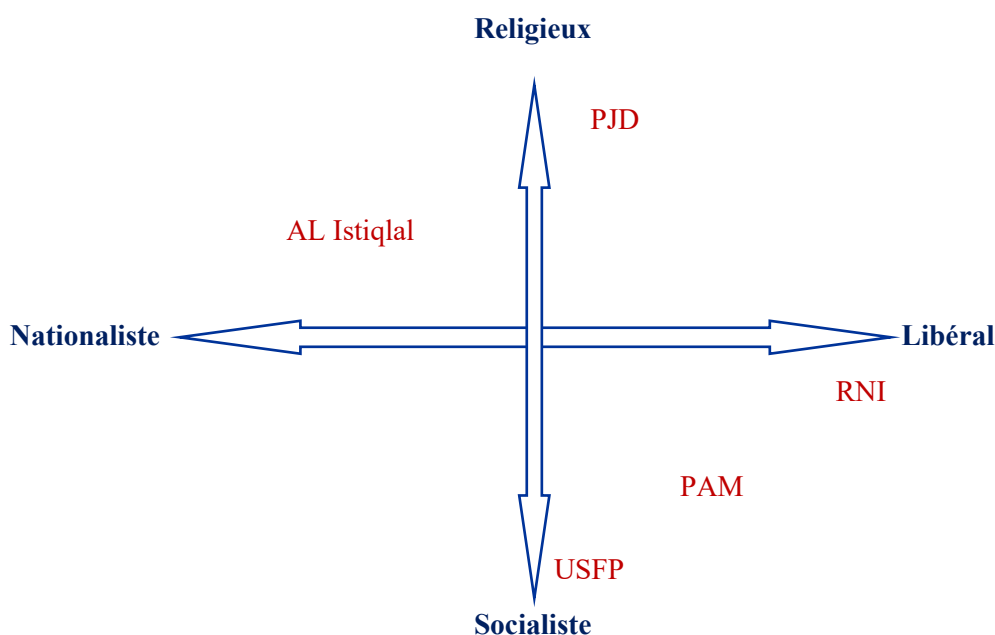
Néanmoins au Maroc, certains partis se revendiquent du courant nationaliste et le premier d'entre eux, est le parti « Al Istiqlal » (parti de l'indépendance) fondé en 1943. En effet, ce parti qui a milité pour l'indépendance du Maroc, se définit comme un parti nationaliste, démocrate et conservateur. Cette position historiquement nationaliste et protectionniste, continue de constituer le leitmotiv du parti, puisque son secrétaire général Baraka déclare « le parti Al Istiqlal a historiquement porté un projet social qui n'est pas importé, mais qui est né de la société marocaine. Avec une identité qui repose sur les valeurs de l'Islam, de la justice sociale, de l'initiative privée et les valeurs de liberté et d'humanisme marocain qui défend la pluralité et la cohésion au lieu des logiques de combat ».

En conséquence et au niveau économique, le parti de l'Istiqlal à travers la voix de son secrétaire général, dénonce le libéralisme excessif et reproche à la coalition au pouvoir « de mener une politique ultralibérale, basée sur la doctrine du ruissellement, qui a mis à genoux la classe moyenne, et favorisé les classes aisées et les lobbys économiques, dont la puissance n'a jamais été aussi forte », Michbal (2021).

Dans cet objectif, le parti Al Istiqlal cherche à donner la priorité dans son programme économique aux mesures dites sociales, puisque Barakat déclare « nous proposons un libéralisme social avec plus de justice sociale, libérer les énergies et augmenter la part du gâteau pour un meilleur partage, au lieu de défendre la petite part de gâteau existante », Michbal (2021). A cet effet et pour les élections législatives de 2021, le parti Al Istiqlal, place l'équité sociale, économique et spatiale comme la pierre angulaire de son programme politique et économique en proposant entre autres, de plafonner les prix des carburants, de prendre en charge totalement les personnes âgées de plus de 70 ans, d'alléger la pression fiscale sur les classes moyennes et les couches à revenus limités, de renforcer le secteur public de la santé, de mettre en place un plan d'urgence pour sauver les entreprises et les métiers lésés par les répercussions de la pandémie du Covid-19 à travers l'élargissement du soutien public.

Ce tour d'horizon des lignes idéologiques des cinq grands partis cités ci-dessus, nous a permis de déterminer le positionnement idéologique de chacun d'entre eux et nous ouvrira la voie pour mieux étudier les différentes politiques fiscales proposées par ces partis, afin de procéder « in fine » à une comparaison entre leur positionnement idéologique et leurs politiques fiscales.

Schéma1 : Idéologies des partis politiques au Maroc



Source : Elaboré par nos soins

3. L'impôt dans les programmes des partis politiques marocains

Etant donné que la fiscalité fait partie intégrante de la politique d'ajustement structurel, de nombreuses réformes fiscales ont été engagées par le Maroc et ce depuis les années 80, comme par exemple la réforme qui a abouti à l'institution de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA, 1986), l'impôt sur les sociétés (IS, 1988) ou encore l'impôt général sur le revenu (IGR, 1990). Or et comme le précise Oubouali (2021) «En dépit de plusieurs réformes, le système fiscal marocain présente de nombreuses limites car inspiré du système français et cette inspiration conduit à un déphasage avec la réalité marocaine. Ainsi, l'informel dispose d'un poids important et la culture fiscale n'est pas bien ancrée chez les contribuables» (cité par Jaidani 2021). En conséquence, les différents gouvernements, n'ont pas cessé de proposer des projets de réformes fiscales et à ce titre, les « *troisièmes assises de la fiscalité* », tenues en mai 2019 à Skhirate, ont donné lieu à la mise en œuvre d'un projet de loi cadre relative à la réforme fiscale et dont le texte fût adopté par le parlement.

Il est évident que les problèmes de la fiscalité au Maroc sont nombreux, comme par exemple une concentration de l'assiette fiscale, une pression sur les assujettis, un manque de visibilité et de cohérence des textes qui peut inciter à la fraude fiscale ou encore l'accroissement du nombre des « niches fiscales ». D'ailleurs, ces dysfonctionnements ont été relevés par le ministre Benchaâboun qui a pointé du doigt, le nombre élevé d'incitations fiscales dans ces termes: «les incitations existent dans tous les systèmes fiscaux dans le monde mais souvent, elles sont utilisées abusivement, créant ainsi une charge pour l'Etat sans aucune contrepartie » (cité par Jaidani 2021).

Comprendre les problèmes que représente la fiscalité au Maroc, nous permettra de mieux situer les propositions fiscales avancées par les différents partis politiques et surtout de vérifier si ces propositions sont entièrement et totalement soumises à la ligne idéologique de ces derniers, ou bien au contraire, elles restent conformes à la réalité économique, fiscale et sociale du pays.

3.1. Les propositions fiscales du parti Al Istiqlal

Avant d'exposer les propositions fiscales du PI de 2021, nous devons rappeler que lorsque ce parti politique nationaliste plutôt étiqueté à droite était aux commandes, (2007-2011), le gouvernement El Fassi et sous la pression des contraintes budgétaires et des orientations des bailleurs du fonds a poursuivi la prétendue réforme de la TVA initiée par les gouvernements

précédents. A cet effet, le tableau ci-dessous retrace l'évolution des taux de TVA durant cette période :

Tableau 1 : Evolution des taux de TVA de certains biens et services

Année	Biens ou services	Avant	Après
2008	Opérations de crédit-bail	10%	20%
	Opérations immobilières	14%	20%
2009	Péage sur les autoroutes	7%	10%
2010	Gaz de pétrole et hydrocarbures gazeux	7%	10%

Source : Elaboré par M. NMILI à partir des lois de finances respectives.

Nous devons aussi relever qu'au niveau de l'IR, les revenus modestes et moyens ont été plus considérés, ce qui semble plutôt être le propre des gouvernements interventionnistes. En effet, en plus de la baisse du taux marginal, normal pour un gouvernement de droite, il faut noter la baisse des taux des tranches intermédiaires en 2009 et 2010 (15%-12%-10%, 25%-24%-20%, 35%-34%-30%, 40%-38%-34%, et 42%-40%-38%).

Si nous regardons de plus près les propositions fiscales déclinées dans le programme politique, social et économique de ce parti durant les élections législatives du 8 septembre 2021, on relève deux types d'orientations fiscales:

Tableau 2 : Les propositions fiscales du parti Al Istiqlal

Parti Al Istiqlal	
Propositions à caractère social	<ul style="list-style-type: none"> ■ Réduire la pression fiscale pour la classe moyenne et la classe à faible revenu en modifiant les tranches d'imposition (exemption totale des revenus inférieurs à 4000 dirhams). ■ Le plafonnement des prix des hydrocarbures. ■ Plafonnement des frais de scolarité dans les écoles privées et inclusion d'une déduction fiscale pour frais de scolarité dans l'enseignement privé sur le revenu individuel. ■ Augmenter la réduction de l'impôt sur le revenu pour les familles de 360 dirhams à 1080 dirhams. ■ Augmenter le taux de la déduction fiscale des intérêts perçus sur les prêts pour l'acquisition de la résidence principale de 10 à 20 %.
Propositions à caractère religieux	<ul style="list-style-type: none"> ■ Activer le Fonds Zakat à travers une contribution sociale et de solidarité pour une durée de 3 ans

3.2. Les propositions fiscales du parti RNI

Les propositions fiscales énoncées dans le programme politique, social et économique de ce parti libéral, présentent trois types de caractère:

Tableau 3 : Les propositions fiscales du parti RNI

parti RNI	
Propositions à caractère social	<ul style="list-style-type: none"> ■ L'élargissement de l'assiette de l'impôt permettra de générer davantage de recettes pour l'État, lesquelles permettront de financer les programmes sociaux et l'investissement public
Propositions à caractère libéral	<ul style="list-style-type: none"> ■ Aucune augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ni l'impôt sur le revenu (IR), ni l'impôt sur les sociétés (IS), ■ Encourager l'expansion du secteur formel afin d'élargir l'assiette de l'impôt
Propositions à caractère solidaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Maintien de la contribution sociale de solidarité.
Propositions à caractère religieux	<ul style="list-style-type: none"> ■ Contributions volontaires au fonds Zakat Al Mal

3.3.Les propositions fiscales du parti PAM

Les propositions fiscales exposées dans le programme politique, social et économique de ce parti qui se définit comme un parti de centre gauche, présentent trois types de caractère:

Tableau 4 : Les propositions fiscales du parti PAM

parti PAM	
Propositions à caractère social	<ul style="list-style-type: none"> ■ Mise en place d'une fiscalité plus progressive en portant d'une part le seuil du revenu exonéré de 30.000 DHS actuellement, à 36.000 DHS et d'autre part en mettant en place un abattement de la base imposable de l'IR d'un montant équivalent au SMIG pour les revenus ne dépassant pas 12. 000 DHS.
Propositions à caractère libéral	<ul style="list-style-type: none"> ■ Obligation pour les personnes physiques de déposer annuellement une déclaration de patrimoine en présentant tous les justificatifs de paiement d'impôts. ■ de faire une déclaration du patrimoine et de fournir un justificatif de paiement des impôts annuellement. ■ Maintenir les dérogations fiscales destinées à encourager les secteurs productifs ■ Mettre en place un taux d'IS réduit pour les investissements dans les secteurs prioritaires et stratégiques pour le pays ■ Lutter contre l'évasion fiscale en portant les peines d'emprisonnement jusqu'à 5 ans en cas de récidive et en fonction de la gravité de la fraude. ■ Accorder un rééchelonnement sur cinq années avec un différé d'une année le paiement des impôts et taxes dus à la fin de l'année 2021

	<ul style="list-style-type: none"> ■ Transformer la Direction de la Législation Fiscale en Agence autonome par rapport à la Direction générale des impôts (DGI) et la mettre sous tutelle directe du Chef de gouvernement
Propositions à caractère solidaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Relèvement du seuil des revenus exonérés de contribution de solidarité, de 30 000 dirhams actuellement, à 36 000 dirhams

3.4. Les propositions fiscales du parti USFP

Concernant ce parti étiqueté à gauche, il nous a semblé intéressant de présenter un aperçu historique des décisions fiscales prises par les socialistes alors au pouvoir en 1998. En effet, nous rappelons que les différents gouvernements El Youssoufi à majorité socialiste qui se sont succédés entre 1998 et 2002, n'ont pas manqué de réalisme économique en adoptant des mesures fiscales qu'on peut qualifier de contradictoires avec les préceptes de l'idéologie de ce parti comme le précise le ministre des finances de l'époque « évité, toute modification significative de la législation en vigueur susceptible de mettre en cause la stabilité et la crédibilité du système fiscal, à l'exception des dispositions relatives au commerce extérieur qui visent à se conformer aux engagements extérieurs, particulièrement l'entrée dès juillet 1998 de la première étape du démantèlement tarifaire »⁵.

Ainsi, l'interventionnisme fiscal au profit de l'investissement a été un argument typique du réalisme étatique puisque la première loi de finances 98/99 du gouvernement de gauche a été notamment marquée par l'aménagement de la charte d'investissement élargissant la liste des biens d'équipement bénéficiant de la taxation minimale des droits de douanes et donnant la possibilité pour le gouvernement d'octroyer des avantages douaniers et fiscaux aux programmes d'investissement revêtant une importance particulière.

D'autres mesures fiscales comme la dispense des entreprises nouvellement exportatrices du plafond sur le chiffre d'affaires, au titre de la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée intérieure sur les marchandises, matières, emballages irrécupérables et services nécessaires à l'exportation, l'exonération de la patente la partie de l'investissement qui excède 100 millions de dirhams montrent que la réalité économique a pris largement le pas sur l'idéologie politique car il est évident que ces mesures profitent essentiellement au grand capital. A ce titre, il est presque ironique de noter que c'est la gauche qui a préconisé l'amnistie fiscale, une pratique très rarement utilisée même par les gouvernements de droite, ce qui va pousser un quotidien

⁵ - Ministère de l'Economie des Finances, Rapport annexé au projet de la loi des finances 1998/1999.

économique à avancer que « La politique fiscale qu’a défendue le Ministre des finances s’est réduite à des exemptions et baisses de taux sur certains impôts au gré du lobbying des opérateurs »⁶ et à s’interroger si le parti socialiste n’avait pas perdu son âme suite à sa participation au gouvernement de l’alternance. La distance entre le réel et l’utopique n’a-t-elle pas poussé le parti à s’écarter des idéaux de la valeur collective ?

Au niveau de la TVA, la politique fiscale ne semble pas être en conformité avec les objectifs de la doctrine socialiste et le tableau ci-après montre d’une manière claire l’évolution des taux de TVA des produits alimentaires durant la période allant de 1998 à 2006.

Tableau 5 : Evolution des taux de TVA des produits alimentaires

Année	Biens ou services	Avant	Après
1998	Sucre raffiné ou aggloméré	0%	7%
2003	Tabac suite à la baisse de la TIC	0%	20%
2004	Energie électrique	7%	14%
2005	Sel de cuisine	0%	10%
	huile d’olive	0%	10%
	Bains modernes	0%	20%
2006	Beurre	0%	14%
	Riz usiné, farines, semoules de riz et farines de féculents,	7%	10%
	Pâtes alimentaires	7%	10%
	Aliments composés	7%	20%
	Confitures	14%	20%
	Café et extraits de café	14%	20%
	Bicyclettes, pneus et chambres à air	7%	20%
	Services de radiodiffusion-télévision	7%	20%
	Professions libérales (auxiliaires de justice)	7%	10%
	Exploitants d’auto-écoles	0%	20%

Source : Élaboré par M. NMILI à partir des lois de finances respectives.

Comme on peut l’observer, on assiste à une démarche continue consistant à taxer des produits et services exonérés et à rehausser les taux d’autres produits et services.

Par contre, lorsqu’on examine les propositions fiscales mentionnées dans le programme politique, social et économique de l’USFP lors des législatives du 8 septembre 2021, on remarque qu’elles présentent trois types de caractère:

Tableau 6: Les propositions fiscales du parti USFP

⁶ - L’Economiste du 06/08/02, p. 11.

Parti USFP	
Propositions à caractère social	<ul style="list-style-type: none"> ■ Élargir l'assiette fiscale pour réduire la pression fiscale. ■ Alléger l'impôt sur le revenu (IR) pour les classes moyennes et de taxer davantage les hauts revenus
Propositions à caractère libéral	<ul style="list-style-type: none"> ■ Simplification de la TVA par la création de 2 taux au lieu de 4 actuellement ■ L'introduction dans l'IS de la progressivité, en fonction du chiffre d'affaires réalisé par les entreprises ■ Assainir les niches fiscales ■ Lutte contre l'économie de rente ■ Fiscalisation du secteur agricole ■ Fiscalisation du secteur informel ■ Adopter une fiscalisation écologique ■ Taxer les propriétaires qui n'utilisent pas leurs terrains non bâtis
Propositions à caractère solidaire	<ul style="list-style-type: none"> ■ Introduire de nouvelles tranches d'imposition pour les niveaux de revenus les plus élevés;

3.5. Les propositions fiscales du PJD

Les propositions fiscales présentées dans le programme politique, sociale et économique PJD présentent deux types de caractère:

Tableau 7: Les propositions fiscales du PJD

Parti PJD	
Propositions à caractère social	<ul style="list-style-type: none"> ■ Etudier la possibilité d'orienter les incitations pour acquisition d'un logement social directement vers les acheteurs plutôt que les promoteurs.
Propositions à caractère libéral	<ul style="list-style-type: none"> ■ Appréciation du régime des incitations fiscales pour procéder éventuellement à l'annulation de celles qui ne présentent pas un impact économique réel ; ■ Annulation des incitations fiscales dont le montant est inférieur à 1.000.000 dhs et les remplacer, sous certaines conditions, par des subventions, ■ Déterminer un plafond maximal pour les incitations fiscales aussi bien pour les personnes morales que les personnes physiques, ■ Création d'une tranche d'imposition de 5% pour les profits immobiliers qui ne dépassent pas les 120.000 dhs annuellement, ■ Annulation pour les très hauts revenus, des exonérations fiscales appliquées aux indemnités de licenciement, ■ Octroi de déductions d'impôt sur le revenu pour les montants investis directement dans les créations d'entreprises, ou indirectement pour les montants versés dans le fonds de crédit et affectés au financement des entrepreneurs dans le cadre de programmes spécifiques et ce, jusqu'à concurrence de 100 000 dirhams par an et par contribuable.

Avant de procéder à l'étude de l'adéquation des propositions fiscales des cinq partis politiques marocains retenus dans notre article, nous devons noter les observations suivantes :

- Ces propositions fiscales ne sont qu'une partie du programme globale avancé par chaque parti et que par conséquent, il est difficile d'aborder l'adéquation entre idéologie et propositions, sans tenir compte des propositions économiques, financières et sociales, capables d'expliquer l'existence ou non de cette adéquation.
- Les cinq partis proposent des mesures fiscales à caractère social, ce qui montre clairement qu'au Maroc, le social demeure un choix politique important pour ne pas dire une nécessité et qu'il est difficile, sinon impossible pour les partis politiques d'en faire abstraction.

4. Résultats de l'étude documentaire

Notre étude documentaire est liée à l'exploration des programmes des cinq partis politiques présentés lors de la campagne législative de 2021 et plus particulièrement l'étude et l'analyse de leurs propositions fiscales. Cette étude documentaire servira à vérifier l'adéquation entre la ligne idéologique de ces partis et leurs programmes fiscaux. Si nous avons porté notre choix sur ces cinq partis, c'est parce qu'ils disposent d'une représentation parlementaire et d'une certaine influence (ou d'une influence certaine) dans la sphère politique du pays. Pour ce qui concerne notre stratégie d'échantillonnage, nous avons choisi la méthode non probabiliste qui privilégie la sélection des unités dans une population en utilisant une méthode subjective (c'est-à-dire non aléatoire) même s'il faut supposer que l'échantillon est représentatif de la population.

4.1. Etude de l'Adéquation entre l'idéologie des partis politiques marocains et leurs propositions fiscales

Pour De la Mardière (2003) depuis le 19^{ème} siècle, date de l'émergence de nombreuses idéologies antagonistes (marxisme, libéralisme, socialisme), « les choix de société prônés par les partis politiques sont guidés d'abord par leur ligne idéologique ». Partant de ce constat, il nous appartient de nous interroger sur le lien supposé entre les politiques fiscales et les idéologies politiques de certains partis politiques au Maroc. Certes, de nombreux fiscalistes continuent de penser que la fiscalité est d'abord une approche purement technique et procédurale, soumise à des calculs forts complexes. Néanmoins et comme le relève Piketty (2019) « Il est carrément insensé de chercher à isoler la fiscalité de son contexte idéologique et de l'évolution des sociétés ». D'ailleurs pour corroborer son analyse, l'auteur cite l'exemple

des nouvelles taxes écologiques, adoptées dans la quasi-totalité des pays occidentaux, des taxes qui ne sont en réalité selon cet auteur, que le résultat de la pression qu'exerce l'idéologie des «verts» sur les décisions politiques. Dans ce sens, Orsoni (2003) considère que « le rôle moteur joué par l'impôt dans les transformations qui s'opèrent au sein de nos sociétés, implique que toute réflexion en matière fiscale, doit systématiquement être associée à une réflexion plus globale sur les transformations des idéologies et donc des Etats ».

En nous appuyant aussi bien sur notre corpus théorique, que sur l'approche idéologique des cinq partis politiques marocains retenus dans notre recherche et en menant une exploration documentaire sur les propositions fiscales de ces partis, nous pouvons dès lors, vérifier l'adéquation entre leur idéologie politique et leurs propositions fiscales.

4.2. Adéquation de la ligne idéologique du parti Al Istiqlal avec ses propositions fiscales

Nous rappelons brièvement que ce parti est marqué par une idéologie nationaliste et privilégie dans ses orientations aussi bien politiques qu'économiques, une approche religieuse et sociale. En nous référant aux propositions fiscales du PI, nous constatons (tableau 1) **une réelle adéquation** entre la ligne idéologique de ce parti et les mesures fiscales proposées. En effet, le parti Al Istiqlal, compte appliquer le principe de la « Zakat » qui reste un précepte important de l'islam. Par ailleurs on observe l'absence de mesures qui favorisent le grand capital et l'existence par contre d'une panoplie de propositions fiscales à caractère sociale et qui favorisent les petits revenus. Nous pouvons donc affirmer que **les propositions fiscales du parti AL Istiqlal sont en parfaite adéquation avec son approche idéologique.**

4.3. Adéquation de la ligne idéologique du parti RNI avec ses propositions fiscales

Le RNI est catalogué comme un parti libéral et à ce titre, il a tout au long de son histoire politique, défendu les mesures libérales qui favorisent les investissements privés, un Etat peu interventionniste, une fiscalité au service des entreprises et le libre-échange. D'ailleurs, ce parti a été derrière la signature de nombreux accords ALE (accord de libre-échange) avec de nombreux Etats.

Or, lorsque nous examinons les propositions fiscales du RNI (tableau 2) et leur adéquation avec l'idéologie libérale du parti, nous constatons un important décalage. En effet les mesures fiscales préconisées par le RNI, mettent non seulement en exergue le principe de la « Zakat », mais aussi des mesures sociales et solidaires comme la conservation de la contribution sociale de solidarité, l'élargissement de l'assiette de l'impôt et le maintien du

niveau de la TVA. Au demeurant, en passant en revue l'ensemble des propositions sociales et économiques du RNI, nous pouvons relever un « glissement idéologique » qui tend vers le social. En somme, on peut observer que le social se trouve « invité » dans les programmes du RNI comme par effet de concurrence partisane.

A partir de notre recherche exploratoire, nous pouvons **infirmer l'adéquation de la ligne idéologique du RNI avec ses propositions fiscales.**

4.4. Adéquation de la ligne idéologique du PAM avec ses propositions fiscales

Le parti de l'authenticité et de modernité se définit lui-même comme un parti de centre gauche, ce qui signifie un positionnement axé sur le libéralisme social, puisque tout en privilégiant l'initiative privée, l'entrepreneuriat, les investissements, ce parti accorde une place importante à l'intervention de l'Etat dans l'économie et plus particulièrement au niveau social.

Or, lorsque nous procédons à l'étude des propositions fiscales du PAM (tableau 3), nous relevons que ce dernier, concède une place importante aux mesures dites libérales (exemples maintien des dérogations fiscales destinées à encourager les secteurs productifs, ou encore la mise en place d'un un taux d'IS réduit pour les investissements dans les secteurs prioritaires et stratégiques pour le pays, ect), alors qu'en même temps, ses propositions fiscales de nature sociale, peuvent être qualifiées d'insignifiantes. Par ailleurs, nous observons que dans les propositions fiscales de ce parti, le « côté authenticité » du PAM est peu (pour ne pas dire pas du tout) présent, puisqu'il n'existe aucune orientation fiscale à caractère religieux ou s'appuyant sur des valeurs spécifiques du Maroc.

A partir de notre étude exploratoire des propositions fiscales du PAM, nous pouvons **valider partiellement l'adéquation entre la ligne idéologique du PAM avec ses propositions fiscales.**

4.5. Adéquation de la ligne idéologique de l'USFP avec ses propositions fiscales

Le parti de l'Union Socialiste des Forces Populaires, longtemps marqué comme un mouvement de gauche radicale, se positionne depuis la fin des années 90, comme un parti de « gauche libérale », privilégiant certes le rôle de l'Etat dans l'économie, mais acceptant le principe de l'économie de marché.

L'étude des propositions fiscales de l'USFP, fait apparaître que ce parti promet des mesures fiscales qui conduisent à un meilleur équilibre des classes et une meilleure justice

sociale (taxer davantage les hauts revenus, alléger l'impôt sur le revenu (IR) pour les classes moyennes, lutte contre l'économie de rente, ...) .

Ces orientations fiscales semblent être en symbiose avec la direction idéologique du parti et nous pousse à affirmer que **les propositions fiscales de l'USFP sont en parfaite adéquation avec son approche idéologique.**

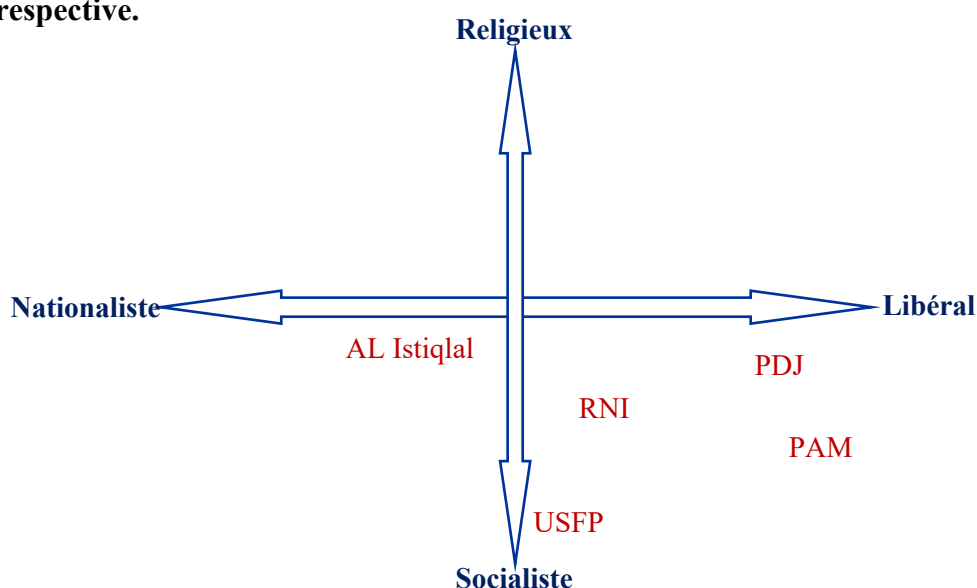
4.6. Adéquation de la ligne idéologique du PJD avec ses propositions fiscales

Le parti de la justice et du développement présente la particularité d'être le parti aux commandes, puisqu'il est sorti vainqueur des élections législatives de 2016. Rappelons que ce parti se caractérise par un positionnement politique d'inspiration religieuse et qui se base sur les préceptes de l'islam pour sa gestion politique, économique, sociale et fiscale.

Néanmoins, lorsqu'on examine les propositions fiscales de ce parti (tableau 5), on constate l'absence quasi totale de références aux préceptes et aux principes de l'islam. En effet, presque toutes les propositions fiscales du PJD sont de nature économique ou financière (revoir le régime des incitations fiscales, annulation des incitations fiscales dont le montant est inférieur à 1.000.000 dhs,...).

De ce fait et à partir de notre étude exploratrice des propositions fiscales de ce parti, nous pouvons **infirmer l'adéquation de la ligne idéologique du PJD avec ses propositions fiscales.**

Schéma2 : Adéquation des propositions fiscales des partis politiques marocaines avec leur idéologie respective.



Source : Elaboré par nos soins

Conclusion

L'étude de l'histoire de l'impôt, montre que ce dernier a été longtemps considéré comme un instrument de soumission et de domination permettant juste de financer les guerres et asservir les peuples. Mais avec l'évolution des sociétés (17^{ème} siècle), l'avènement des idées révolutionnaires (socialisme, communisme) et l'éclosion du principe du contrat social puis fiscal, l'impôt va se transformer en un moyen, voire en un symbole de la solidarité, de la cohésion et du lien social et c'est sur ce fondement que cette contribution sera perçue comme nécessaire au fonctionnement de la vie en société.

Dès lors et comme le précise Beltrame (2003) « toutes ces idées nouvelles qu'elles soient libérales, sociales ou marxistes, vont conduire à l'ancrage d'idiologies nouvelles et vont se servir de l'impôt comme une arme redoutable pour imposer un choix de société ». En d'autres termes, l'impôt se trouve « gouverné » non plus totalement par des nécessités macro-économiques, mais par des choix idéologiques qui se reflètent à travers les choix et les orientations économiques et sociales des différents partis politiques.

Néanmoins, notre recherche qualitative qui a consisté à l'exploration des programmes de cinq grands partis politiques marocains, montre sans équivoque que ce lien entre idéologie politique et impôt, n'est pas franchement lisible. En effet nous observons qu'un parti comme le RNI considéré pourtant, comme un parti de droite, marqué par son attachement au libéralisme économique et donc pour une intervention modeste de l'Etat dans l'économie, propose désormais, une approche fiscale plutôt sociale, plus voisine du centre gauche que de la droite classique. Ce parti surprend même avec sa proposition de faire de la « Zakat » un programme fiscal à part entière !

Un autre décalage constaté entre la ligne idéologique et les propositions fiscales, concerne le PJD. En effet, ce parti qui cherche à s'inspirer des préceptes de l'islam dans sa gestion politique, économique et sociale, n'énonce dans son programme, aucune proposition fiscale à « caractère religieux ». Bien au contraire, on relève des recommandations fiscales qui encouragent l'entrepreneuriat et l'initiative privée. Nous considérons donc, que le positionnement idéologique de ce parti, n'est pas en conformité avec son idéologie politique.

D'ailleurs ce décalage entre la ligne idéologique et les choix de politiques fiscales, se vérifie aussi au niveau du PAM, puisque nous n'observons qu'une adéquation partielle pour ne

pas dire sommaire, entre les idées de « centre gauche » défendues par ce parti et ses propositions fiscales.

Alors, peut-on conclure qu'au Maroc l'impôt n'a pas de couleurs politiques ou ne relève pas de choix idéologiques, en d'autres termes peut-on affirmer que l'impôt n'est ni de droite ni de gauche?

Il nous paraît difficile de répondre à cette question et ce pour trois raisons essentielles : d'abord et comme le précise Catusse (2005) « Le Maroc est une économie basée sur le social, qui doit prendre en compte les déséquilibres et les écarts sociaux importants entre les composantes de la société marocaine et que par conséquent, il est difficile pour ne pas dire impossible, de croire qu'on peut mener des politiques totalement libérales ». On constate donc que c'est la fragilité sociale du pays qui dicte ces choix fiscaux et que la paix sociale a un prix. Ensuite, il est important de faire une distinction notoire entre les propositions fiscales qui restent un programme politique et électoral et l'application sur le terrain, c'est-à-dire l'adéquation de ces propositions avec la réalité économique et sociale du Maroc. Enfin, si certes l'idéologie impacte les orientations fiscales des partis politiques, il n'en demeure pas moins, qu'elle n'est pas la seule responsable de cette influence. En effet, les choix effectués en matière fiscale, sont comme le relève Bouvier (2013) « le résultat d'un monde composite et éclaté, où intervient simultanément idéologie politique, corporatisme, syndicats, groupes de pression (lobbys) et fait en sorte que la complexité fiscale n'a d'égale que la complexité politique, économique et sociale et c'est aussi la raison pour laquelle aucune réforme fiscale d'ampleur ne peut être envisagée, sauf à voir s'engager une réflexion portant sur l'harmonisation et l'intégration des acteurs et des structures composant la société d'aujourd'hui ». On constate bel et bien que l'idéologie politique n'est pas l'unique boussole des politiques fiscales.

Bibliographie

- Akesbi, N. , (2018), Les raisons d'un échec, article paru dans revue Eco business, le 15 mars 2018.
- Beltrame, P., (2003), La pensée libérale et l'impôt au XIXe siècle en France,
- Bouvier, M., (2003), Doctrines et Idéologies fiscales, revue française de finances publiques, n° 84, décembre 2003, Editions LGDJ
- Catusse, M., (2005), Les réinventions du social dans le Maroc "ajusté", revue du monde musulman et de la méditerranée, janvier2005/105/106
- Daoudi, L., (2015), Analyse et perspective d'un parti islamique au Maroc, interview réalisé par Zineb Gaouane et Madeleine Elie, paru dans IRG.
- De la Mardière, C., (2003), Doctrines et Idéologies fiscales, revue française de finances publiques, n° 84, décembre 2003, Editions LGDJ.
- Dostaler, G., (2009), Les chemins sinueux de la pensée économique libérale, article paru dans la revue L'Économie politique /4 (n° 44), pages 42 à 64.
- El Harchich, A., (2020), le déclin de la gauche au Maghreb : le cas du Maroc, mémoire de maîtrise en Sciences politiques, soutenu à l'université de Laval (Canada).
- El Ouardighi, S., (2016), Les principales pistes de réflexion pour le programme économique de l'USFP, article paru dans Médias 24, le 9 mai 2016.
- El Ouardighi, S., (2021), Le PAM représente le renouveau, entretien avec Mehdi Bensaïd, article paru dans Médias 24 le 22 juin 2021.
- Friedman, M., (1970), The Social Responsibility of Business is to Increase its Profits, New York Times, 19 September 1970.
- Glaser, B.G. (2005). The Grounded Theory Perspective III: Theoretical Coding. Mill Valley, CA : Sociology Press.
- Hayek, F.A., (2013), Law, Legislation, and Liberty : A New Statement of the Liberal Principles of Justice and Political Economy. London: Routledge Classics.
- Jaidani, C., (2021), Réforme fiscale: le prochain gouvernement aura du pain sur la planche, revue Bourse & Finances, article paru le 16 juillet 2021.
- Jaidani, C., (2021), Programmes électoraux: les mesures économiques dominant, article paru dans Finances News le 31 aout 2021.
- JAURES, J., (1933), « La propriété individuelle et l'impôt », Œuvres de Jean Jaurès. Textes rassemblées, présentés et annotés par Max Bonnafous, (17 septembre 1901), VI, Études socialistes, II, 1897-1901, Paris, Rieder, 1933, p. 375.
- Jèze, G., (1936) , Cours de Finances publiques, LGDJ.
- Le Matin /Map, (2016), Le PAM se positionne au «centre gauche», article paru dans le journal Le Matin, 25 janvier 2016
- Marx, K., & Engels, F., (1999), Manifeste du Parti communiste, traduction Bottigelli. Editions Livre de Poche, p 43.
- Michbal, M., (2020), Le Maroc en train de tourner la page après 20 ans de libéralisme « naïf », article presse revue Medias 24, paru le 19 janvier 2020.
- Michbal, M., (2021), Ce que promet Nizar Baraka si l'Istiqlal arrive premier aux législatives, revue Medias 24, article paru le 1^{er} avril 2021.

- Mongin, O., et Pouthier, J.C., (1988), libéralisme et socialisme, une confrontation manquée, revue esprit, article paru avril 1988.
- Nemo, P., (2017) , Philosophie de l'impôt, Editions PUF,
- Nmili, M., (2019), « les impôts au Maroc techniques et procédures », 7^{ème} édition, page 9.
- Noé, J.B., et Fouquet, V., (2018), La révolte fiscale - L'impôt : histoires, théories et avatars, éditions Decitre.
- Nozick, R., (2013) Anarchy, State, and Utopia. New York: Basic Books.
- Orsoni, G., (2003), Doctrines et Idéologies fiscales, revue française de finances publiques, n° 84, décembre 2003, Editions LGDJ
- Piketty, T., (2015a), « Vers une économie politique et historique, réflexions sur le capital au XXI siècle », Annales, Histoire, Sciences Sociales, vol 70, mars, p. 125 – 138.
- Piketty, T., (2019), Capital et Idéologie, Editions le seuil, septembre 2019.
- Rogers, W., (2015), And Here's How It All Happened, Tiré de Kathy E. Gill, Will Rogers on "trickle up" economics, 30 January 2015.
- SAAF, A., (1999) , Maroc. L'espérance d'un État moderne, Éditions Afrique Orient.
- Vie Economique / Mapp, (2021), Elections 2021 : le RNI propose un programme à forte vocation sociale, article paru dans la vie économique le 6 septembre 2021.
- **Rapport & notes circulaires**
- Rapport Ministère de l'Economie des Finances annexé au projet de la loi des finances 1998/1999.
- Note circulaire n° 721 relative aux dispositions fiscales de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013
- Note circulaire n° 731 relative aux dispositions fiscales de la loi de finances n° 65-20 pour l'année budgétaire 2021